



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général pour l'administration Service
d'infrastructure de la défense**

**DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE
DE FORT-de-FRANCE**

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
C C P**

Maître de l'ouvrage

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conducteur d'opération

Direction d'infrastructure de la défense de Fort-de-France
Morne Desaix – BP 614 – 97261 FORT-de-FRANCE Cedex

OBJET DU MARCHÉ

GUADELOUPE (971) - LES ABYMES – Le Raizet – Rénovation des bâtiments 060, 059, 058 et 057.

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE	5
- DISPOSITIONS GENERALES – CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
1. OBJET DU MARCHÉ.....	5
1.1 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	5
1.1.1 Lots	5
1.1.2 Tranches	5
1.2 TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – MESURE DE SECURITE – CONFIDENTIALITE	5
1.2.1 Obligation de confidentialité	5
1.2.2 Mesures de sécurité.....	5
1.2.2.1 Contrôle nominatif	5
1.2.2.2 Contrôle d'accès.....	6
1.2.2.3 Identification des salariés employés sur le chantier – Port d'un badge	6
2. INTERVENANTS	6
2.1 MAITRE D'OUVRAGE	6
2.2 MAITRE D'ŒUVRE	6
2.3 TITULAIRE	6
2.4 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	6
2.4.1 Communication au titulaire.....	7
2.4.2 Communication du titulaire	7
2.5 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ.....	7
2.6 MISSION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (SPS)	7
3. CONDITION PARTICULIERE D'EXECUTION	7
3.1 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	7
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
4.1 PIECES PARTICULIERES	8
4.2 LANGUE.....	8
4.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	8
5. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX	8
5.1 REPARTITION DES PAIEMENTS	8
5.2 DEMANDES DE PAIEMENT MENSUEL	9
5.2.1 Mise en garde du titulaire.....	10
5.3 LES PRIX.....	10
5.3.1 Contenu des prix.....	10
5.3.2 Variations de prix.....	10
5.3.3 Mois d'établissement des prix.....	11
5.3.4 Choix des index de référence.....	11
5.3.5 Modalités de variation des prix.....	11
5.3.6 La révision provisoire.....	11
5.3.7 Application de la taxe sur la valeur ajoutée.....	11
6. AVANCE.....	11
6.1 MODALITES DE CALCUL DE L'AVANCE	12
6.2 MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE	12
6.3 REMBOURSEMENT DE L'AVANCE	12
6.4 L'AVANCE VERSEE AUX SOUS-TRAITANTS	12
6.4.1 Calcul du montant de l'avance.....	13
6.4.2 Versement de l'avance.....	13
6.5 PAIEMENT DES COTRITAITS ET DES SOUS-TRAITANTS	13
6.5.1 Groupement : Paiement des membres du groupement.....	13
6.5.2 Paiement des sous-traitants.....	13
6.5.3 Délégation de paiement (sous-traitance indirecte).....	14
6.5.4 Modalités de paiement des sous-traitants admis au paiement direct.....	14

7. RETENUE DE GARANTIE	15
8. DURÉE(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES.....	15
8.1 DUREE (s) D'EXECUTION DES TRAVAUX	15
8.2 PROLONGATION DUREE D'EXECUTION	15
8.3 PENALITES – PRIMES D'AVANCE	16
8.3.1 Pénalités.....	16
8.4 DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC APROVALL 360	17
8.4.1 Obligations d'informations relatives au titulaire.....	17
8.4.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	17
9. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	18
9.1 PERIODE DE PREPARATION.....	18
9.1.1 Par les soins du maître d'œuvre.....	18
9.1.2 Par les soins du titulaire.....	18
9.1.3 Documents soumis au visa du maître d'œuvre.....	18
9.1.4 Documents non soumis au visa du maître d'œuvre.....	19
9.2 INSTALLATION, ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER	19
9.2.1 Installations de chantier et lieux de dépôts provisoires des déblais en excédent.....	19
9.2.2 Mise à disposition des énergies.....	19
9.2.3 Sécurité, hygiène du chantier et mesures d'ordre	19
9.2.3.1 Mise en sécurité du chantier en cas de cyclone	20
9.2.4 Signalisation des chantiers.....	20
9.2.5 Lutte contre le travail dissimulé.....	20
9.2.6 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	20
9.2.7 Emploi d'explosifs.....	21
9.2.8 Travaux d'électricité	21
9.3 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	21
9.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION DES TRAVAUX	21
10. CONTRÔLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	21
10.1 GARANTIES PARTICULIERES	21
10.1.1 Délai de garantie.....	21
11. CERTIFICAT DE LA BONNE EXECUTION DU MARCHE (CBEM).....	22
12. MODIFICATION ET RESILIATION DU MARCHE	22
12.1 MODIFICATION DU MARCHE	22
12.2 RESILIATION DU MARCHE	22
12.2.1 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	22
13. DIFFERENDS – LITIGES – VOIE DE RECOURS	23
13.1 DIFFERENDS ET LITIGES	23
13.2 VOIE DE RECOURS.....	23
13.3 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES ET DES DIFFERENDS.....	23
DEUXIEME PARTIE.....	25
CLAUSES TECHNIQUES	25
14. PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION.....	25
14.1 PRESENTATION	25
14.2 MATERIAUX ET MATERIELS UTILISES.....	25
14.3 NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES	25
14.4 COORDINATION, PROTECTION DE LA SANTE ET SECURITE	26
14.4.1 Travaux en hauteur.....	26
14.4.2 Protection incendie.....	26
14.4.3 Travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.....	26
14.4.4 Produits chimiques.....	26
14.4.5 Tri et valorisation des déchets.....	27
14.4.6 Installations de chantier.....	27

14.4.7	Energies.....	28
15.	DEFINITION DES TRAVAUX	28
15.1	TRAVAUX DE DEPOSES ET DE DEMOLITIONS	28
15.2	ESPACES VERTS	28
15.3	TRAVAUX DE MACONNERIE.....	29
15.3.1	Passivation des armatures.....	29
15.3.2	Reprise épaufrures/fissures.....	29
15.4	COUVERTURES.....	29
15.4.1	Pannes.....	29
15.4.2	Couvertures.....	29
15.4.3	Accessoires.....	30
15.5	MENUISERIES.....	30
15.6	ELECTRICITÉ.....	30
15.6.1	Tableau électrique.....	30
15.6.2	Section minimale des circuits terminaux.....	31
15.6.3	Commandes.....	31
15.6.4	Prises de courant.....	31
15.6.5	Appareils d'éclairage.....	31
15.6.6	Vérification initiale des installations électriques.....	32
15.7	PEINTURE.....	32
15.7.1	Définition des systèmes.....	32
15.8	NETTOYAGE	34
15.8.1	En cours de chantier	34
15.8.2	En fin de chantier.....	34

PREMIERE PARTIE

- DISPOSITIONS GENERALES – CLAUSES ADMINISTRATIVES

1. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent l'exécution des travaux de rénovation des bâtiments 060, 059, 058 et 057.

Le lieu d'exécution des travaux est le suivant : GUADELOUPE (971) – LES ABIMES - Le Raizet.

1.1 Décomposition du marché

1.1.1 Lots

Sans objet

1.1.2 Tranches

Sans objet

1.2 Travaux intéressant la défense – Mesure de sécurité – Confidentialité

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/travaux.

1.2.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Pour des raisons de sécurité, le titulaire n'est pas autorisé à communiquer sur les travaux objet du présent marché. En particulier, l'utilisation d'éléments graphiques (photos, plans, etc.) pour présenter des références professionnelles est proscrite.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

1.2.2 Mesures de sécurité

1.2.2.1 Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit être complétée pour chaque personnel par une photocopie lisible recto verso de la carte d'identité pour les membres de la communauté européenne ou celle de la carte de séjour pour les ouvriers étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D. 1221-23 du Code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de sa liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis à vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.2.2.2 Contrôle d'accès

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité pour les membres de la communauté européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

1.2.2.3 Identification des salariés employés sur le chantier – Port d'un badge

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) portera de manière apparente sa carte d'identité professionnelle (fournie par son employeur) sécurisée avec les éléments suivants :

- photo
- nom de la personne
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération)
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

2. INTERVENANTS

2.1 Maître d'ouvrage

État – Ministère des Armées

Monsieur le directeur de la Direction d'Infrastructure de la Défense de Fort-de-France

2.2 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la **Direction d'Infrastructure de la Défense de FORT-de-FRANCE représenté par le chef d'antenne de Pointe-à-Pitre** qui est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Cette mission est sans étude d'exécution des ouvrages. Le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) est à la charge des entreprises.

2.3 Titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2.4 Forme des notifications et informations

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception conformément à l'article 3.1.1 du CCAG/TRAVAUX.

Les **avenants sont signés électroniquement** par les différentes parties (titulaire, maître d'ouvrage) puis notifiés par la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

2.4.1 Communication au titulaire

Les ordres de services (OS) sont notifiés par le maître d'œuvre par courriel. Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG/Travaux, le titulaire destinataire du courrier devra impérativement accuser réception par retour de mail.

Les autres échanges se font via le profil acheteur PLACE.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours, à compter de la mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/Travaux, le maître d'ouvrage apte à prendre les décisions nécessaires est le directeur d'infrastructure de la défense de Fort de France ou son représentant.

2.4.2 Communication du titulaire

Toute communication au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre devra être réalisée :

- soit par lettre recommandée accusé de réception ;
- soit directement à un représentant dûment qualifié contre récépissé ;
- soit par mail : didfdf-divadm.contact.fct@def.gouv.fr ou vincent.baronnet@intradef.gouv.fr

2.5 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le Pouvoir Adjudicateur **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclik.com/>)**. Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article B3 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.

2.6 Mission Sécurité et Protection de la Santé (SPS)

La coordination SPS est assurée par :

ANCO GUADELOUPE

Rue Thomas Edison

Le Triangle, 97122 BAIE-MAHAULT

Contact971@ancogroupe.fr

+590 590 25 01 62

L'opération est une opération de catégorie 2 au sens du code du travail.

3. **CONDITION PARTICULIERE D'EXECUTION**

3.1 Clauses environnementales

Conformément à l'article 36.2.1 du CCAG travaux, le titulaire communique au maître d'ouvrage un schéma d'organisation et de gestion des déchets.

En complément de l'article 7 du CCAG travaux, le correspondant « Environnement et gestion des déchets » est le garant du respect des exigences du CCTP en matière d'environnement. En cas de manquement à ses obligations, le titulaire se verra appliquer les pénalités conformément à l'article 8.3.1 du présent document.

En cas de changement de correspondant, le titulaire est tenu de communiquer les coordonnées du nouveau correspondant.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

4.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TRAVAUX, les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité décroissant. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles. L'exemplaire original de ces pièces est conservé dans les archives du maître d'ouvrage et fait seul foi.

- **L'Acte d'Engagement** (formulaire ATTR1) et ses annexes éventuelles indiquant la nature et le montant des prestations données en sous-traitance établis postérieurement à la notification du marché ;
- La Décomposition du Prix Global **et Forfaitaire** (DPGF) ;
- Le **Cahier des Clauses Particulières** (CCP) et ses annexes ;
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les **fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales** (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le **Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés** (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du ministère chargé de l'économie et des finances.
- Le **mémoire technique du titulaire** comprenant notamment le SOGED.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

4.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au maître d'œuvre et au Représentant du maître d'ouvrage doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

4.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Conformément à l'article 4.2 du CCAG/travaux, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché.

5. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX

5.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses éventuels cotraitants et/ou sous-traitants déclarés à la signature du contrat.

La signature du projet de décompte vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte-tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

5.2 Demandes de paiement mensuel

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 12.1 du CCAG/TRAVAUX.

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre sous la forme d'un projet de décompte sur lequel figure le montant des travaux à payer tel qu'arrêté à la fin du mois précédent, ce montant étant établi à partir des « prix initiaux » figurant dans le marché y compris les rabais ou majorations.

Le projet de décompte ou la facture sont adressés au maître d'œuvre par le **biais du portail chorus** pro conformément au modèle joint au dossier de consultation ou remis lors de la première réunion de chantier. Les informations listées ci-dessous figureront obligatoirement sur le projet de décompte ou la facture **sous peine de rejet** :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro de la facture ;
- la raison sociale du titulaire, sa forme juridique, son capital social ;
- l'adresse du titulaire ;
- la référence de son inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM) ;
- le nom du maître d'ouvrage ;
- les références du marché, n° d'engagement juridique (EJ) du marché indiqué dans la lettre de notification ;
- la désignation du payeur : DRFIP Martinique ;
- le n° du service exécutant (code SE) : D04114W972 ;
- la date d'exécution des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

La facture comporte en outre les numéros SIRET :

- du titulaire ou le cas échéant, celui de l'établissement principal ;
- du maître d'ouvrage : 110002011 00044.

Dans le cas où le RIB serait différent de celui mentionné dans l'acte d'engagement, le projet de décompte ou la facture devra être impérativement accompagnée du nouveau RIB du titulaire (ou du RIB de l'établissement principal)

Le projet de décompte ou la facture est déposé sur le portail chorus-pro onglet factures travaux à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures transmises par un autre moyen que Chorus Pro sont réputées non parvenues dans les services de l'Etat.

5.2.1 Mise en garde du titulaire

Afin d'éviter tout rejet de facture, le titulaire est invité avant envoi des factures pour paiement, à se rapprocher du maître d'œuvre, pour accord sur les travaux, quantités ou tout autre point pouvant présenter un problème.

5.3 Les prix

En complément à l'article 9.1 du CCAG travaux, le contenu des prix comprend entre autres toutes les sujétions d'exécution des travaux résultant du tri des déchets et de leur valorisation, comme la location et l'installation des contenants, la collecte et le transport.

Le titulaire fait réaliser à ses frais tous les échantillonnages et analyses complémentaires nécessaires à l'acceptation des déchets dans les exutoires. Toute réorientation des matériaux évacués s'effectue aux frais du titulaire.

En cas de défaillance d'un centre de valorisation ou de traitement envisagé par le titulaire, celui-ci évacue les matériaux concernés dans un autre centre (filière équivalente) sans pouvoir exiger une quelconque plus-value et après acceptation de ladite filière par le maître d'ouvrage.

5.3.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA.

Ils sont établis :

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites suivantes, sous réserves que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler et que ceux-ci soient au contact direct des intempéries :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	30 m/s	Pointes
Pluie	50 mm/jour	Pluie répétitive sur une période de 7 jours consécutifs avec une hauteur cumulée de précipitations supérieure ou égale à 100 mm durant cette période
Température	Supérieure ou égale à +33° C	10 jours consécutifs ou avis technique de mise en œuvre

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : station météo de l'aéroport du Raizet (971).

- en prenant en compte l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux seront exécutés ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurités particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux objets du présent marché et les activités de l'organisme utilisateur du ministère de la défense.

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG travaux complété le contenu des prix comprend entre autres toutes les sujétions d'exécution des travaux résultant du tri des déchets et de leur valorisation, comme la location et l'installation des contenants, la collecte et le transport.

5.3.2 Variations de prix

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

5.3.3 Mois d'établissement des prix

Conformément à l'article 9.4.4 du CCAG travaux, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur et prend en compte le mois de remise des offres indiqué dans les documents de la consultation.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

5.3.4 Choix des index de référence

L'index de référence (I), choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché, est :

Index	Intitulé de l'index	N° identifiant
BT 50	Entretien tous corps d'état - Base 2010	001710982

L'index BT publié au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul de la valeur des index et consultables sur le site www.insee.fr et au Moniteur des travaux publics et du bâtiment.

5.3.5 Modalités de variation des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + (0,85 \times (I_n / I_0))$$

- dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I de la section technique concernée respectivement au mois zéro et au mois n d'exécution.
- le mois n étant :
 - pour le paiement des acomptes mensuels, le mois d'exécution des travaux ;
 - pour le paiement du solde, le mois contractuel de fin d'exécution des travaux ou de la tranche concernée.

5.3.6 La révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué il ne sera procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

5.3.7 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur.

6. AVANCE

Une avance est versée au titulaire dans les conditions de l'article R. 2191-3 du code de la commande publique.

Dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois, l'option applicable pour le versement de l'avance est l'option A définie à l'article 10.1 du CCAG/TRAVAUX.

Le titulaire peut refuser le bénéfice de l'avance. Il indique à la rubrique B5 de l'acte d'engagement s'il renonce ou non au bénéfice de l'avance. En cochant la case « OUI », le titulaire refuse le versement de l'avance. En cochant la case « NON », le titulaire accepte le versement de l'avance.

6.1 Modalités de calcul de l'avance

En application de l'article R. 2191-7 du CCP, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois ou d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois si la durée du marché est supérieure à douze mois.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2151-13, le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois ou d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois si la durée du marché est supérieure à douze mois.

En application de l'article R. 2191-8, l'acheteur peut porter le taux de l'avance au-delà de 30 %. Dans ce cas, le versement est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie peut porter sur tout ou partie de l'avance.

6.2 Modalités de versement de l'avance

Conformément à l'article R. 2192-24 du CCP, le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de 30 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des travaux.

6.3 Remboursement de l'avance

L'avance ne constitue pas un paiement définitif par l'acheteur.

En application de l'article R. 2191-11 du CCP, le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute :

- pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant TTC du marché, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du marché ;
- pour les avances supérieures à 30 % du montant TTC du marché, à la première demande de paiement.

En application de l'article R. 2193-21 du CCP, si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sur la totalité du montant du marché, sous-traite une part de ce marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement anticipé d'une partie de l'avance perçue sur la totalité du marché par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès la notification de l'acte spécial (DC4), sans le respect de la règle de l'avancement de 65% d'exécution des travaux.

6.4 L'avance versée aux sous-traitants

Dès lors que le marché prévoit le versement d'une avance, les sous-traitants agréés bénéficiant du paiement direct sont également en droit d'en bénéficier sur leur demande.

Le renoncement au bénéfice de l'avance par le titulaire du marché ne fait pas obstacle à ce que ses sous-traitants en obtiennent le versement.

6.4.1 Calcul du montant de l'avance

Dès lors qu'un sous-traitant demande le paiement d'une avance, le versement de celle-ci a une incidence sur le montant de l'avance du titulaire.

L'assiette de l'avance du titulaire constitue le montant des prestations qu'il exécute en propre ainsi que le montant des prestations sous-traitées mais qui ne font pas l'objet d'un paiement direct. Elle ne comprend en revanche pas le montant des prestations sous-traitées qui font l'objet d'un paiement direct.

Pour le sous-traitant agréé bénéficiant du paiement direct l'assiette de l'avance correspond au montant des prestations qui lui sont sous-traitées, telles qu'elles figurent dans l'acte spécial de sous-traitance

En cas d'agrément des sous-traitants antérieurement à la notification du marché, les sommes versées aux sous-traitants à titre d'avance sont déduites de l'assiette servant de base de calcul à l'avance du titulaire.

Si le titulaire qui a perçu l'avance, sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, la fraction de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées doit être remboursé, alors même que le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas en bénéficier. Le remboursement par le titulaire s'impute alors sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial.

6.4.2 Versement de l'avance

Le versement de l'avance intervient dans le délai global de trente jours compté à partir de la date de notification de l'acte de sous-traitance. Le sous-traitant veille à indiquer sur ce dernier, s'il refuse ou non le versement de l'avance. Par défaut il est réputé y renoncer.

Le montant de l'avance n'est ni révisé ni actualisé.

Modalité de récupération de l'avance.

La récupération de l'avance se fait suivant les mêmes modalités que pour le titulaire.

L'avance ne constitue pas un paiement définitif. Elle s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les conditions suivantes :

- Dans le cas de paiements fractionnés, la récupération s'opère dès la première facture mensuelle. Elle est calculée au prorata de la durée des travaux à exécuter.
- Dans le cas de paiement unique, la récupération de l'avance s'opère sur le montant de la facture.

6.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

6.5.1 Groupement : Paiement des membres du groupement

La facture remise par le mandataire vaut, pour chaque membre du groupement, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement.

6.5.2 Paiement des sous-traitants

Aucun paiement de sous-traitant ne peut intervenir tant que le sous-traitant n'a pas été agréé et ses conditions de paiement acceptées dans les conditions fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.

Conformément au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, si le montant sous-traité est < à 10 % du montant HT du marché, le sous-traitant n'aura pas le droit au paiement direct. L'entrepreneur principal (titulaire) devra se porter garant et produire une caution personnelle et solidaire du montant sous-traité.

Si le titulaire n'est pas en mesure de délivrer la caution personnelle et solidaire exigée afin d'assurer la protection financière du sous-traité qu'il présente à l'agrément, il pourra, sous conditions ci-dessous, être réputé avoir produit la délégation de paiement prévue à l'article 14 de la loi 75-1334 du 31 décembre

1975 relative à la sous-traitance par l'intermédiaire de la demande de paiement direct figurant dans l'acte spécial de sous-traitance (DC4).

Dans ce cas, l'agrément des conditions de paiement par le RPA pourra se faire sur présentation de justifications transmis par le titulaire permettant d'évaluer l'incapacité réelle à produire une caution personnelle et solidaire.

6.5.3 Délégation de paiement (sous-traitance indirecte)

Aucune délégation de paiement n'est acceptée par le maître d'ouvrage.

Le sous-traitant de premier rang (entrepreneur principal) doit fournir une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L. 2193-14 du code de la commande publique avant toute demande d'acceptation d'un sous-traitant de second rang et agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage. L'article 14 de la loi de 1975 relative à la sous-traitance précise que le non-respect de cette condition rend le sous-traité nul.

Le sous-traitant indirect n'a pas droit au paiement direct.

Seul le titulaire du marché est habilité à demander au maître d'ouvrage l'acceptation d'un sous-traitant de second rang.

6.5.4 Modalités de paiement des sous-traitants admis au paiement direct

A) Modalités de transmission

Dans les conditions fixées aux articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique, les sous-traitants admis au paiement direct adressent leur demande de paiement, libellée au nom du maître d'ouvrage, au titulaire du marché, seul habilité à adresser les demandes de paiement audit maître d'ouvrage pour règlement.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché.

La demande de paiement du sous-traitant est exclusivement adressée au titulaire via le portail de facturation Chorus Pro pour validation.

Pour cela, le fournisseur précise les informations suivantes permettant l'aiguillage de la facture vers les destinataires appropriés :

Onglet : « factures émises – dépôt factures » ;

Le cadre de facturation à utiliser est A9 : dépôt d'une facture par un sous-traitant ;

Le titulaire (vis-à-vis du sous-traitant) est identifié par son SIRET et sa raison sociale ;

Dans le bloc « destinataire de la facture » :

SIRET : 11000201100044 (Service de l'Etat) ;

Code service : D04114W972 ;

Dans le bloc « références » :

N° d'engagement : 10 chiffres, sans espaces, sans point, etc. c'est le numéro de l'engagement juridique (n° EJ) ;

Le fournisseur indique son numéro de facture et la date du dépôt.

B) Délais de traitement par le titulaire et modalités de validation tacite

La demande de paiement étant transmise par Chorus Pro, le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. Si la demande de paiement n'est pas prise en charge passé ce délai, elle est automatiquement redirigée vers l'administration, en vertu du principe de validation tacite.

Attestation de paiement du titulaire

Lorsqu'il a reçu les demandes de paiement de ses sous-traitants de façon matérialisée, le titulaire ou le cotraitant joint :

Une copie en double exemplaire de la demande de paiement du sous-traitant acceptée ou rectifiée par le titulaire/cotraitant,

Une attestation de paiement signée du titulaire/cotraitant indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et n'inclut pas la T.V.A. (cf. art 283-2 nonies du code général des impôts).

Lorsqu'il a reçu les demandes de paiement de ses sous-traitants de façon dématérialisée, le titulaire/cotraitant la valide ou la refuse directement dans Chorus Pro.

C) Délai global de paiement

Compte tenu du principe de responsabilité du titulaire pour l'ensemble des prestations exécutées au titre du contrat, y compris celles qu'il a sous-traitées, l'administration procède au paiement du sous-traitant dans un délai de trente jours à compter de la réception de l'accord donné par l'entrepreneur principal.

Si le titulaire du marché n'a donné aucune suite dans un délai de 15 jours à la demande de paiement de son sous-traitant, le point de départ du délai de paiement est la date de réception par l'administration de la demande de paiement du sous-traitant, que celui-ci a lui-même transmise.

7. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire du marché est dispensé de constituer une retenue de garantie.

8. DURÉE(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

8.1 Durée (s) d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/travaux, le marché prévoit une période de préparation d'un (1) mois à compter de la date fixée par l'ordre de service, non comprise dans la durée d'exécution.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG/travaux, la durée d'exécution des travaux objet du marché est de quatre (4) mois à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de les commencer.

8.2 Prolongation durée d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG/travaux, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG/travaux, la prolongation de la durée d'exécution pourra également résulter d'une décision du Représentant du maître d'ouvrage.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG/travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 6 jours.

L'entrepreneur dont le chantier est arrêté totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer immédiatement le maître d'œuvre par tout moyen écrit (message électronique...)

Les éventuelles décisions de prolongation de délais d'exécution d'un marché ne sont relatives qu'à ce seul marché. Elles ne peuvent pas concerner des travaux réalisés à l'intérieur de locaux mis hors d'eau ou hors d'air. Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la seule part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries.

En vue de l'application éventuelle du 3ème alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG/ TRAVAUX, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	30 m/s	Pointes
Pluie	50 mm/jour	Pluie répétitive sur une période de 7 jours consécutifs avec une hauteur cumulée de précipitations supérieure ou égale à 100 mm durant cette période
Température	Supérieure ou égale à +33° C	10 jours consécutifs ou avis technique de mise en œuvre

En cas de cyclone, la prolongation de délai sera automatique selon le nombre de jours classés en rouge et violet.

8.3 Pénalités – Primes d'avance

8.3.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, l'application des pénalités du retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre, notifié par OS.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le montant des pénalités de retard est le suivant :

<u>Période de préparation à l'exécution des travaux :</u>	
➤ Pénalités de retard sur délai PP	➤ 100 € HT par jour de retard
➤ Retard pour remise de documents avant exécution des travaux	➤ 50 € HT par jour
<u>Période d'exécution des travaux :</u>	
➤ Retard sur délai d'exécution des travaux,	➤ 100 € HT par jour
➤ Retard pour remise de documents durant l'exécution des travaux	➤ 50 € HT par jour
<u>Pénalités/retenues diverses :</u>	
➤ Absence ou retard préjudiciable à une réunion de chantier	➤ 100 € HT
➤ DOE à fournir après exécution des travaux (à réception (Dérogation art. 40 CCAG Travaux 2021))	➤ 2 000 € HT
<u>HSCT / Environnement :</u>	
➤ Non-respect des consignes de sécurité	➤ 200 € HT
➤ Propreté du chantier	➤ 100 € HT par jour

8.4 Dispositif de vigilance avec Aprovall 360

8.4.1 Obligations d'informations relatives au titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à la raison sociale et à l'adresse du siège ;
- le capital social ou ses détenteurs ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

8.4.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est tenu au respect des lois, règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage, tous les six (6) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, soit :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six (6) mois ;
- son numéro unique d'identification conformément à l'article R 2143-9 du CCP ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnées à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne Aprovall 360 mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://365.e-attestations.com/>

PRESENTATION DU DISPOSITIF Aprovall 360

La plateforme sécurisée Aprovall 360 permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connecté aux administrations.

Aprovall 360 agrège des données directement auprès de tiers producteur de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, etc.

Aussi le candidat n'aura qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations à l'adresse suivante : <https://365.e-attestations.com/>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « Aproxall 360 » les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « Aproxall 360 » un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n°1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ses documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG/Travaux.

9. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

9.1 Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

9.1.1 Par les soins du maître d'œuvre

- délivrance des autorisations d'accès au site ;
- désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- moyens et installations mis à disposition ;
- approbation du calendrier détaillé d'exécution.

9.1.2 Par les soins du titulaire

- remise au maître d'ouvrage du schéma d'organisation et de gestion des déchets.
- fiches techniques des équipements, produits mis en œuvre et appareillages prévus ;
- liste des personnels avec la copie des CNI et la liste des véhicules avec la copie des certificats d'immatriculation et d'assurance ;
- plans d'exécution, schémas et notes de calcul (concernant les prestations électriques) ;
- Si sous-traitants envisagés, le titulaire se devra de les déclarer pour validation (via « SUBLIC ») ;
- La non fourniture de ces documents fera obstacle au démarrage des travaux et fera l'objet de pénalités définies à l'article 8.3.1 du présent document.

Un plan général de coordination (PGC) sera élaboré par le coordonnateur SPS devra être signé par le titulaire avant le début des travaux.

Les travaux ne pourront débuter qu'après l'accord du maître d'œuvre.

Toute exécution prématurée, faute d'avoir soumis en temps utile les notes de calcul, les plans d'exécutions et les documents techniques au visa du maître d'œuvre, s'effectuera sous la seule responsabilité de l'entrepreneur. Dans ce cas de modifications qui pourraient lui être demandées seront à sa charge, y compris les conséquences sur le planning des travaux.

9.1.3 Documents soumis au visa du maître d'œuvre

- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini à l'article 1.3.2.1 du présent CCP,
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du CCAG/travaux.

Il sera accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages,

- remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des acomptes mensuels,

Par dérogation à l'article 28.2.23^{ème} alinéas du CCAG/travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

9.1.4 Documents non soumis au visa du maître d'œuvre

- remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail dans les armées :

Ministère des Armées
Contrôle général des armées
Inspection générale du travail dans les armées
60, boulevard du général Martial VALIN
75015 PARIS - cedex

- établissement et remise au maître d'œuvre du planning d'exécution des travaux dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG/TRAVAUX ;
- établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/TRAVAUX et énumérés dans le CCP.
- les autres documents prévus au CCP seront fournis, mais à des dates qui seront précisées, en cours d'exécution, par ordres de service :
 - établissement d'un plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du CCAG/TRAVAUX à soumettre au visa du maître d'œuvre qui recueillera l'avis du chef de corps. Cette obligation est applicable à chaque cotraitant et sous-traitant.
 - établissement du plan d'installation de chantier et du plan d'hygiène et de sécurité en respectant les mesures prévues dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ;
 - établissement et présentation si le maître d'œuvre en fait la demande, en prix élémentaires, de la décomposition détaillée du prix forfaitaire, dans les conditions de l'article 9.3.2 du CCAG/TRAVAUX (cette décomposition ne devra pas modifier les montants partiels figurant à la décomposition fournie avec l'acte d'engagement).

9.2 Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier

9.2.1 Installations de chantier et lieux de dépôts provisoires des déblais en excédent

Sans objet.

9.2.2 Mise à disposition des énergies

* Eau : à la charge du titulaire.

* Electricité : à la charge du titulaire.

9.2.3 Sécurité, hygiène du chantier et mesures d'ordre

Le titulaire déclare avoir pris connaissance et s'engage à se conformer des dispositions qui figurent dans l'instruction relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de services effectués dans un organisme de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures telles qu'elles figurent dans :

- **l'arrêté du 19 mai 2020** relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

A - Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

B - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au plan général de coordination.

Il doit par ailleurs donner suite aux décisions prises par le maître de l'ouvrage suite aux observations formulées par le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé en phase réalisation.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS se substitue à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaires.

Le coordonnateur, en cas d'anomalie constatée, procédera de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite, à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention dans le registre journal en cas d'absence de réaction puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage avec mention dans le registre journal.

C- Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de l'**arrêté du 19 mai 2020** relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

9.2.3.1 Mise en sécurité du chantier en cas de cyclone

Dès la phase de pré alerte, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires afin de pouvoir procéder à la mise en sécurité du chantier dès le déclenchement de la phase d'alerte. Cette mise en sécurité concernera l'ensemble du chantier et notamment :

- arrimage des installations de chantiers et des éventuels locaux provisoires ;
- sécurisation des zones de stockage des matériels et matériaux ;
- sécurisation des dépôts provisoires de matériaux et matériels en attente d'évacuation ;
- sécurisation des zones de chantier.

9.2.4 Signalisation des chantiers

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle de l'autorité militaire, et celle dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle du service lui ayant passé la commande.

9.2.5 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence sa carte d'identité professionnelle sécurisée.

9.2.6 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG/TRAVAUX sont seules applicables.

9.2.7 Emploi d'explosifs

L'emploi des explosifs est interdit.

9.2.8 Travaux d'électricité

Les personnels de l'entreprise utilisant les travaux d'électricité doivent :

- détenir le recueil U.T.E.C. 18-510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsables de consignation de travaux ou d'intervention ;
- être en possession des habilitations annuelles requises délivrées en fonction de leur qualification ;
- procéder à l'affichage des consignes de sécurité propres au lieu d'intervention.

9.3 Gestion des déchets de chantier

Par dérogation aux articles 36.1 et 36.2 du CCAG travaux, aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés à l'article 15.2.5 du présent document.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office vers des filières de valorisation, à ses frais.

9.4 Documents fournis après exécution des travaux

Conformément à l'article 40 du CCAG/TRAVAUX, le titulaire remet au maître d'œuvre, au plus tard le jour de la réception, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) comprenant notamment :

- les plans d'exécution et de récolement (aux formats « DWG » et « PDF ») ;
- les certificats de garantie et les modes d'emplois des matériels installés ;
- la vérification initiale des installations électriques par un organisme de contrôle externe (à prévoir dans le présent marché par le titulaire).

Ce DOE est à fournir en deux exemplaires papiers et un exemplaire dématérialisé sous clef USB.

Le retard ou l'absence de remise de la totalité de ces documents fera l'objet d'une réception sous réserve et entraînera l'application de la retenue fixée à l'article 8.3.1 du présent CCP.

Le marché sera soldé à l'expiration du délai fixé par le maître d'ouvrage pour la levée des réserves.

10. CONTRÔLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

10.1 Garanties particulières

10.1.1 Délai de garantie

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.1 du CCAG/TRAVAUX.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 (1), le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6.

11. CERTIFICAT DE LA BONNE EXECUTION DU MARCHE (CBEM)

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La délivrance du certificat doit être réalisée dans les 18 mois suivant la fin d'exécution du marché ou des bons de commande exécutés au titre de l'accord-cadre.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : (liste non exhaustive)

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat est résilié aux torts du titulaire ; ...

12. MODIFICATION ET RESILIATION DU MARCHE

12.1 Modification du marché

Le marché peut être modifié dans les cas mentionnés aux articles R. 2194-1 à 10 du CCP.

12.2 Résiliation du marché

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 50 du CCAG/TRAVAUX, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3, R. 2143-6 à 10 et R. 2143-16 du CCP peut entraîner la résiliation du marché par décision du maître d'ouvrage, signataire du marché, aux frais et risques du déclarant.

En complément de l'article 50.3.1 du CCAG travaux, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans le cas où les exigences environnementales rendues contractuelles ne seraient pas respectées.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du CCP, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

En complément de l'article 50.3.1 du CCAG travaux, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans le cas où les exigences environnementales rendues contractuelles ne seraient pas respectées.

12.2.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 50.4 1^{er} alinéa du CCAG/travaux, lorsque le Représentant du maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation.

En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé des frais et investissements engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, sous réserve qu'il apporte toutes les justifications.

13. DIFFERENDS – LITIGES – VOIE DE RECOURS

13.1 Différends et litiges

Les différends et litiges sont réglés conformément aux dispositions de l'article 55 du CCAG/TRAVAUX.

13.2 Voie de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Basse-Terre

6, rue Victor Hugues

97100 Basse-Terre

Tél : 05 90 81 45 38 – Fax : 05 90 81 96 70

Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr

Délais d'introduction des recours :

- A compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence et avant la signature du marché (référé précontractuel, article L. 551-1 du code de justice administrative) ;
- Dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée (recours pour excès de pouvoir, article R. 421-1 du code de justice administrative pouvant être assorti d'une demande de référé suspension, article L. 521-1 du code de justice administrative) ;
- Recours de plein contentieux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont rendues publiques la conclusion du contrat et des modalités de sa conclusion. Ce recours peut être assorti d'une demande de référé suspension article L. 521-1 du code de la justice administrative.

13.3 Règlement amiable des litiges et des différends

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Une réclamation doit être envoyée par l'opérateur économique titulaire au service acheteur dans les meilleurs délais, ceci sous pli recommandé ou via courriel avec accusé de réception; elle expose les motifs du désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Suite à cette demande conformément à l'engagement de service pris par le ministère des armées, le service acheteur est tenu d'y répondre dans les 15 jours sauf si l'affaire nécessite une investigation approfondie. Dans ce cas, le service acheteur est tenu d'émettre une réponse d'attente à l'opérateur économique mentionnant le délai de réponse prévisible. Sauf stipulation contractuelle contraire, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet de la réclamation. Un correspondant dit interlocuteur « entreprises » interne au service acheteur a été désigné pour traiter ce type de demande – Point de contact : dany.chenet@intradef.gouv.fr à défaut de résolution du litige ou différend au niveau de cet interlocuteur, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME – Point de contact : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr.

Hors cette médiation interne au ministère des armées, l'opérateur économique ou la personne publique peut demander à ce que les litiges et les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Le

comité consultatif de règlement amiable compétent à lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable e équitable.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

Passé ce délai de 6 mois, le titulaire est considéré comme ayant renoncé à tout recours contentieux sur le fondement de son mémoire de réclamation.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer ultérieurement avec le titulaire un marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence pour des prestations similaires en vertu de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

DEUXIEME PARTIE

CLAUSES TECHNIQUES

14. PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION

14.1 Présentation

Les quatre bâtiments concernés par le présent marché sont dans un état vétuste (voir dossier plans et photos). Ils sont libres de toute occupation.

Une fois rénovés, ces bâtiments permettront aux Forces Armées aux Antilles (FAA) de détenir une zone de repli en cas de catastrophe naturelle.

14.2 Matériaux et matériels utilisés

Tout le matériel est prévu pour fonctionner correctement dans les conditions normales du site. Tous les matériaux utilisés devront être neufs et de première qualité. Les appareils seront livrés dans leurs emballages d'origines revêtus de l'étiquette d'identification correspondante, en parfait état de propreté et sans défaut d'aspect. Ils seront stockés à l'abris de tous risques de chocs, dans un endroit sec et protégé des intempéries.

De ce fait, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour assurer la protection de ses ouvrages jusqu'à l'achèvement complet des travaux, tout appareil ou matériel abîmé sera refusé et devra être remplacé.

Aucun changement au projet ne pourra être apporté en cours d'exécution sans l'autorisation expresse et écrite du maître d'œuvre. Les frais résultant de changements non autorisés et toutes leurs conséquences, ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans ordre de service écrit seront à la charge de l'entreprise.

14.3 Nettoyage et protection des ouvrages

Le titulaire a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés, jusqu'à la réception de l'ensemble :

- l'enlèvement des déblais inutilisables se fera au fur et à mesure de l'avancement ;
- la protection des équipements conservés, par des bâches ou polyanes, de telle sorte à ne pas les endommager pendant la durée du chantier.

Le titulaire doit assurer la protection des surfaces livrées par d'autres corps d'état et susceptibles d'être tachées ou attaquées par les produits qu'il utilise.

Toutes dégradations qui résulteraient de l'inobservation de ces prescriptions seraient prises en charge par le titulaire, et à ses frais.

En fin de chantier, l'entrepreneur doit :

- le balayage et lessivage des locaux ayant fait l'objet de travaux (sols et murs) ;
- la mise en décharge des emballages et déchets divers dus à son intervention, que ce soit à l'intérieur ou aux abords des bâtiments.

14.4 Coordination, protection de la santé et sécurité

L'entrepreneur est informé de la présence sur le chantier d'un organisme extérieur dédié notamment à la sécurité du futur chantier, par une société spécialisée qui sera chargée d'assurer une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé en vertu du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

Dans ce cadre, l'entrepreneur respectera :

- la réglementation générale relative à la sécurité des personnes et des biens ;
- les indications du plan général de coordination (PGC) ;
- les indications du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ;
- les consignes données par le coordonnateur et figurant dans le registre journal.

Le chantier ne sera pas clos et indépendant.

En effet, des travaux de dépollution de terres sur l'ancien site de dépôt des essences pourraient être en cours de réalisation, si ces terres s'avèrent polluées en hydrocarbures (des analyses seront prochainement réalisées).

La co-activité entre ces deux chantiers est donc à prendre en compte.

14.4.1 Travaux en hauteur

Dans le cas où le type de travaux à réaliser présenterait des risques de chute de personnes ou de matériaux (travaux sur échafaudages, nacelles, ...) des précautions adéquates seront prises par l'entrepreneur pour éviter ces risques, en suivant notamment les recommandations du coordonnateur SPS.

14.4.2 Protection incendie

Le titulaire du marché devra assurer à ses frais et sous sa responsabilité, les mesures de protection contre l'incendie, comportant la présence obligatoire sur son chantier :

- d'un extincteur adapté aux feux d'origine électrique ;
- d'un extincteur sur chacun des véhicules ou engins à moteur thermique de son entreprise et/ou relevant de sa responsabilité.

Enfin, il devra désigner un responsable assurant à tous les arrêts de travaux, l'extinction des feux, le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareil de chauffage ou de chalumeaux. Tous travaux de points chauds donneront lieu à l'établissement d'un permis de feux associé, avec les renseignements suivants :

- la nature, le lieu, la date et la durée du travail à exécuter ;
- les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie ;
- les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier.

14.4.3 Travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques

Pour les travaux devant s'effectuer à proximité d'alimentation électriques, toutes les dispositions nécessaires devront être prises pour que les installations soient mises hors tension ou hors d'atteinte du personnel. La réglementation générale relative à la sécurité des personnes et des biens devra être respectée.

14.4.4 Produits chimiques

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre de produits chimiques tels que du décapant se fera selon les prescriptions de sécurité du fabricant et dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité notamment en matière de protection de l'environnement.

Avant l'utilisation de ce type de produit, le titulaire fournira au maître d'œuvre la fiche de données de sécurité (FDS) correspondante.

14.4.5 Tri et valorisation des déchets

Le titulaire du présent marché devra appliquer et faire appliquer à ses sous-traitants le tri sélectif des déchets pendant toute la durée du chantier conformément à la circulaire du 15 janvier 2000 relative à la planification de la gestion et de l'élimination des déchets du Bâtiment et des Travaux Publics.

Les frais de mise en dépôt dans une déchetterie ou dans un centre de stockage de déchets (transport, stockage et traitements éventuels) seront entièrement à la charge du titulaire du marché.

Les déchets devront être triés en mono-produits et entreposés dans des bennes suivant leur nature, à savoir :

- ferraille - métaux ferreux et non ferreux ;
- bois et dérivés, palettes de chantier ;
- cartons d'emballage ;
- gravats propres et sans plâtre à revaloriser (morceaux de briques, parpaings, béton) ;
- verres, emballage, plastique ;
- déchets inertes divers en mélanges non revalorisés : gravats avec du plâtre ;
 - polystyrène, laines minérales, faïence, etc....

Des big-bags de capacité 1 m3 pourront être utilisés pour la collecte des emballages plastiques et des déchets de polystyrène.

Les emplacements des bennes et des big-bags devront être identifiés par des pancartages avec pictogrammes normalisés. L'évacuation de ses bennes sera à la charge du titulaire autant de fois que nécessaire.

Pour chaque type de déchets, des bordereaux de suivi seront obligatoirement remis au maître d'œuvre. Ils permettront à ce dernier de comptabiliser le volume des déchets évacués et d'identifier les filières de valorisation.

En aucun cas le stockage des déchets de chantier ne pourra se faire en dehors de la zone d'installation de chantier prévue au marché.

14.4.6 Installations de chantier

Avant le démarrage des travaux, l'entrepreneur devra réaliser les ouvrages nécessaires aux installations du chantier. Ces ouvrages seront soumis au visa du maître d'œuvre et devront être conformes aux documents réglementaires d'hygiène et de sécurité au travail (produire un « PIC » : plan d'installation de chantier pour visa du maître d'œuvre).

Une zone d'installation de chantier sera prévue à proximité de la zone de travaux, pendant toute la durée du chantier. Elle sera décomposée de la manière suivante :

- une zone vie composée à minima d'un WC, d'un point d'eau couplé à une réserve d'eau au moins 2 m3 (fourniture et pose de la réserve à charge du titulaire) et d'un vestiaire de 15 m² minimum ;
- une chantier composée d'un container de stockage, d'une zone de stockage et d'une ou plusieurs benne(s) à déchets pour le tri sélectif des déchets de chantier ;
- une zone de stationnement pour les véhicules d'entreprise sera définie au plus près de l'emprise des travaux. Elle sera matérialisée au sol par un marquage temporaire. Les véhicules personnels des ouvriers étant interdits sur le site.

14.4.7 Energies

Le site est actuellement désaffecté et ne dispose pas d'alimentation en eau et de réseaux électriques en bon état de fonctionnement.

La société prendra donc toutes les dispositions nécessaires afin d'être autonome (cuve d'eau, groupe électrogène, petits matériels électroportatifs sur batteries, ...).

15. DEFINITION DES TRAVAUX

a) Les travaux comprennent :

- la dépose et l'évacuation des éléments à remplacer (couverture, gouttières, chéneaux, menuiseries, luminaires) et des éléments « HS » (2 tableaux électriques, câbles associés, goulottes, chemins de câbles)
- la démolition des deux petits abris situés à l'arrière des bâtiments 057 et 058 ;
- le débroussaillage en périphérie des 4 bâtiments rénovés ;
- la préparation des supports devant être mise en peinture : nettoyage haute pression, reprise des épaufrures et fissures, passivation des armatures ;
- la remise à niveau des menuiseries (remplacement des béquillages, cylindres et cadenas, graissage des rotules et des éléments pivotants) et le remplacement de deux portes extérieures ;
- l'installation d'un tableau électrique, PC, luminaires et goulottes ;
- l'installation des couvertures et des éléments annexes (gouttières, bandeaux, chéneaux, couvertines, ... ;
- le remplacement des pannes métalliques corrodées (10 ml, h : 120 mm) ;
- le traitement ponctuel des parties corrodées des charpentes métalliques ;
- la mise en peinture des parois verticales maçonnées (intérieures/extérieures) ;
- la mise en peinture de la charpente métallique (traitement anticorrosion) : poutres, poutrelles, pannes ;
- l'évacuation des déchets en centre de tri.

Un état des lieux contradictoire sera établi avant le début des travaux. En cas de dégradation constaté sur les voiries ou le portail, le titulaire s'engage à prendre en charge leurs remises en état et/ou leurs remplacements.

Toutes les quantités ou dimensions inscrites dans le présent descriptif (y compris plans en annexes) sont données à titre indicatif. Il appartient au titulaire de réaliser un relevé précis afin de déterminer ses quantitatifs nécessaires à son chiffrage.

15.1 TRAVAUX DE DEPOSES ET DE DEMOLITIONS

Les prestations suivantes sont à prévoir :

- démolition des deux édifices (abris) présents à l'arrière des bâtiments 057 et 058 ;
- dépose des tôles ondulées métalliques des quatre bâtiments et des édifices accolés ;
- dépose des accessoires des couvertures remplacées (descentes, gouttières, bandeaux, chéneaux...);
- le ballon d'eau solaire présent en couverture (y compris le panneau solaire associé) ;
- dépose des deux tableaux électriques, des éléments associés « HS » : luminaires intérieurs/extérieurs (fixés en façades), câblages, appareillages, goulottes, chemins de câbles, tubes « IRO » ;
- Evacuation des gravois, déchets, débris et emballages générés par ces travaux, en centre de revalorisation des déchets.

15.2 ESPACES VERTS

L'entrepreneur prévoira le débroussaillage des zones en périphéries des quatre bâtiments rénovés, à une distance de 4 mètres des murs extérieurs. Il sera prévu deux passages : un dans le courant du mois du

démarrage des travaux et le second une semaine avant la réalisation des « OPR » (opérations préalables à la réception). Les déchets verts seront évacués.

15.3 TRAVAUX DE MACONNERIE

Ces travaux concernent :

- la reprise des fissures, éclats d'enduit et épaufrures des murs maçonnés (faces extérieures/intérieures);
- la reprise des enduits au droit des tableaux des menuiseries (portes, fenêtres et portes métalliques coulissantes);
- la passivation des armatures.

15.3.1 Passivation des armatures

Les aciers à nu seront décapés, pour ensuite recevoir un traitement un anti rouille afin de stopper le phénomène de corrosion.

Ce produit de protection devra posséder les caractéristiques suivantes :

- coulis à base de ciment, enrichi de matières synthétiques, type « Sika MonoTop 1010 » ou équivalent;
- conforme aux exigences de la norme EN 1504-7 ;
- application manuellement ou par projection.

15.3.2 Reprise épaufrures/fissures

Dans un premier temps, les épaufrures et fissures présentes principalement sur les façades extérieures, seront curées et dépoussiérées. Elles seront ensuite comblées avec un produit adapté, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- mortier à retrait compensé, composé de sables, de ciment spéciaux, de fibres et d'additifs. Exemple de produit adapté : « 730 LANKOREP FIN » de chez « PAREXLANKO » ou équivalent ;
- avant l'application de ce mortier, les supports seront humidifiés ;
- finition par talochage.

15.4 COUVERTURES

Ces travaux comprennent :

- la dépose et l'évacuation des éléments remplacés : tôles ondulées, pannes, chéneaux, descentes, gouttières, rives ;
- le remplacement des pannes corrodées ;
- la mise en place de panneaux en tôles ondulées ;
- la mise en place des éléments associés à la couverture : gouttières, chéneaux, descentes, rives.

15.4.1 Pannes

Le titulaire prévoira le remplacement des pannes corrodées, soit un linéaire de 10 m. Ces pannes sont de type « IPE » de 120 mm de hauteur. Elles recevront une couche de finition anticorrosion.

Localisation : bâtiments 058 et 057, faces postérieures des deux bâtiments.

15.4.2 Couvertures

Les couvertures seront composées de plaques en tôle ondulée, possédant les caractéristiques suivantes :

- plaque en acier laqué. Le titulaire proposera au minimum cinq choix de coloris de laquage ;
- épaisseur minimum des plaques : 0,23 mm ;

- résistance accrue aux climats tropicaux (UV, fortes précipitations) ;
- fixation par vis auto-perceuse (y compris rondelles d'étanchéité et cavaliers), à la charpente métallique.

Localisation : bâtiments 057, 058, 059, 060 et édicules accolés.

15.4.3 Accessoires

Descentes « EP » : toutes les descentes seront remplacées. Elles seront en PVC de couleur grise (Ø : 100 mm). Une crapaudine sera prévue à chaque descente, afin d'éviter les engorgements.

Habillages latéraux : les quatre bâtiments recevront un habillage comprenant bandeaux et profilés de rives.

Chéneaux/gouttières : réalisés en aluminium 30/10, laqué gris (RAL : 7035). Leur section et leur pente seront déterminées selon les prescriptions de la norme NFP 30 201. Il sera prévu un trop-plein à chaque extrémité. Linéaire à prévoir : 46 m pour les quatre bâtiments.

15.5 MENUISERIES

Le titulaire prévoira une révision complète de toutes les menuiseries existantes : portes, fenêtres et portes de garage coulissantes. Cette révision comportera à minima les prestations suivantes :

- graissage de tous les éléments de rotation ;
- réglage des gonds ;
- remplacement des organes de verrouillage : béquillages, cylindres (prévoir 3 clés pour chaque cylindre), cadenas et ferme-porte.

Il sera également prévu le remplacement de deux portes extérieures. Les deux nouveaux blocs portes à prévoir respecteront les caractéristiques suivantes :

- dormant/ouvrant en aluminium, laqué blanc. Béquilles ext./int. de même nature ;
- châssis vitré en partie haute de l'ouvrant, de type « jalousie sécurité », équipé d'une moustiquaire ;
- serrure trois point type « a2p* » à mortaiser, à bec de cane et cylindre double profilé 13 pistons avec protection blindée. 3 clés in-copiables par cylindre ;
- dimensions en tableaux (haut. x larg.) :
 - 216 x 89 cm pour la porte donnant sur la zone bureaux du bât. 058 ;
 - 217 x 90 cm pour la porte d'accès aux sanitaires du bât. 058.

15.6 ELECTRICITÉ

Les travaux d'électricité comprennent :

- l'installation d'un nouveau tableau électrique dans le bâtiment 059 ;
- la création d'un dispositif permettant l'alimentation de ce tableau depuis un GE externe, avec un dispositif d'inverseur de source manuel ;
- l'installation d'éclairage (y compris commandes), de goulottes et de prises de courant ;
- le câblage et le raccordement de tous ces appareillages au nouveau tableau électrique ;
- en fin de chantier, le test de fonctionnement avec un GE fourni et mise en place par le titulaire ;
- la vérification initiale par un organisme de contrôle indépendant.

15.6.1 Tableau électrique

Il sera prévu l'installation d'un tableau électrique de type « Drivia » de chez « Legrand » ou équivalent. Il possédera les caractéristiques minimales suivantes :

- tableau précâblé avec quatre rangées et 52 modules, IP30 ;
- dimensions : hauteur de 625 mm par 250 mm de largeur ;

- 4 réseaux distincts : PC, éclairage et 2 en réserves ;
- 1 bornier de terre à connexions à vis ;

Le site du Raizet n'étant plus desservi par EDF, ce nouveau tableau devra être pourvu d'un dispositif afin de permettre son alimentation depuis un groupe électrogène mobile extérieur.

Il sera prévu l'installation d'un piquet de terre, s'il s'avère impossible de se raccorder sur un dispositif de terre existant satisfaisant.

15.6.2 Section minimale des circuits terminaux

Les sections minimales des conducteurs en cuivre seront :

- 1,5 mm² pour les circuits d'éclairage ;
- 2,5 mm² pour les circuits des prises de courant.

Les canalisations électriques seront composées de conducteurs de section appropriée posés sous goulottes ou moulures PVC.

15.6.3 Commandes

Les appareils de commande seront conformes aux normes NF-EN60-947 et NF-EN669-1. Ils appartiendront à la même gamme et à la même série de produits et seront composés d'un mécanisme encastré ou en saillie, d'une plaque et d'un enjoliveur de couleur blanche.

Localisation : bâtiments 059 et 060, nombre : 4.

15.6.4 Prises de courant

Les prises de courant seront obligatoirement de la même gamme que les appareils de commande, titulaires de la marque NF-USE Appareillages électriques, équipées d'une borne de terre et conformes à la norme NF-EN60309-1.

Goulotte PVC à 1 compartiment, longueur : 15 m, fixée au mur du fond du bâtiment 060.

Nombre et localisation : 14 PC à 120 cm du sol, bâtiment 060.

15.6.5 Appareils d'éclairage

Luminaires « L1 » :

- réglettes LED, puissance : 30 W, IP54, IK06, classe énergétique : B ;
- longueur : 1200 mm, posés en plafonnier et fixés à la structure métallique ;
- nombre : 4, localisation : bâtiment 060.

Luminaires « L2 » :

- dalles LED, puissance : 40 W, Classe 2, IP20, IK02, garantie 3ans ;
- dimensions : 600 x 600 mm, à intégrer au plafond suspendu existant ;
- nombre : 3, localisation : bâtiment 059.

Luminaires « L3 » :

- luminaires solaires LED autonomes, puissance mini. : 30 W, Classe 2, IP65, IK02 ;
- dimensions approximatives : 705x285x90mm, poids : 5kg ;
- batterie intégrée au luminaire : 2000 mAh mini., durée de vie mini. : 60 000 heures, garantie 3 ans ;
- commande : par détecteur crépusculaire, doublée d'un détecteur de présence (distance de détection de 3 à 8 mètres, à 120°). Plusieurs modes possibles dont notamment le mode « anti-blackout » permettant d'assurer un éclairage continu toute la nuit en modulant le flux lumineux (minimum 4 modes possibles réglables avec télécommande) ;
- nombre : 10, localisation : fixés en parties hautes des façades et au niveau des angles des 4 bâtiments.

15.6.6 Vérification initiale des installations électriques

Le titulaire du marché devra faire réaliser, à ses frais, la vérification initiale des installations électriques par un bureau de contrôle indépendant. Toute observation inscrite par le bureau de contrôle devra être levée au titre du présent marché (sans surcoût).

15.7 PEINTURE

Les prestations suivantes sont à prévoir :

- préparation des supports -> décapage, reprise des fissures et épaufures ;
- mise en peinture de tous les murs maçonnés (faces extérieures et intérieures) des quatre bâtiments et des édicules accolés ;
- mise en peinture de toutes les charpentes métalliques ;
- mise en peinture des descentes EP conservées ;
- enlèvement des déchets, débris et emballages.

15.7.1 Définition des systèmes

S1	TYPE DE REVÊTEMENT : Revêtement de façade d'imperméabilité type I3 ASPECT : Mat QUALITE DE FINITION : A (Cf. DTU 59.1)
SUBJECTILES : Anciens fonds peints, enduits au mortier de ciment talochés	
TRAVAUX A RÉALISER	PRODUITS À UTILISER - OBSERVATIONS
Travaux préparatoires - Nettoyage haute pression - Lessivage, grattage des parties mal adhérentes, brossage - Rebouchage des fissures - Passivation des parties métalliques - Elimination des micro-organismes	
Travaux d'apprêts - Couche d'impression	Peinture à base de résine pliolite (F.I.-Cl. 7b2)
Travaux de peinture - Couche intermédiaire - Couche de finition	Peinture à base de résine pliolite (F.I.-Cl. 7b2) Peinture à base de résine pliolite (F.I.-Cl. 7b2)
Localisation : - sur tous les murs périphériques, faces extérieures des 4 bâtiments et des édicules accolés	

S2	TYPE DE REVÊTEMENT : Peinture intérieure en phase aqueuse ASPECT : Mat QUALITE DE FINITION : A (Cf. DTU 59.1)
SUBJECTILES : Anciens fonds peints, enduits au mortier de ciment et plâtre	
TRAVAUX A RÉALISER	PRODUITS À UTILISER - OBSERVATIONS

S2	TYPE DE REVÊTEMENT : Peinture intérieure en phase aqueuse ASPECT : Mat QUALITE DE FINITION : A (Cf. DTU 59.1)	
	SUBJECTILES : Anciens fonds peints, enduits au mortier de ciment et plâtre	
TRAVAUX A RÉALISER		PRODUITS À UTILISER - OBSERVATIONS
Travaux préparatoires - Lessivage pour repeindre - Grattage des parties mal adhérentes - Rebouchage des fissures - Ponçage Travaux d'apprêts - Enduisage non repassé - Ponçage à sec - Epoussetage Travaux de peinture - Couche intermédiaire - Couche de finition		Enduit en poudre diluable à l'eau (F.III Cl 2) Peinture à base de résine alkide-uréthane en phase solvant Peinture à base de résine alkide-uréthane en phase solvant
Localisation : - tous les murs des 4 bâtiments (faces intérieures)		

S3	TYPE DE REVÊTEMENT : Peinture alkyde ASPECT : Mat QUALITE DE FINITION : Soignée	
	SUBJECTILE : Métaux ferrières recouverts par une ancienne peinture - PVC	
TRAVAUX A RÉALISER		PRODUITS À UTILISER - OBSERVATIONS
Travaux préparatoires - Grattage, décapage, ponçage, brossage Travaux d'apprêts - Couche primaire inhibitrice de corrosion Travaux de peinture - Couche intermédiaire - Couche de finition		Peinture anticorrosion, à base de résine époxydique Peinture alkyde (F.I. Cl.4a) en solution Peinture alkyde (F.I. Cl.4a) en solution
Localisation : - Charpentes métalliques des 4 bâtiments : poutres IPE, poutrelles IPN, pannes, - Toutes les descentes EP en PVC conservées		

15.8 NETTOYAGE

15.8.1 En cours de chantier

Le titulaire s'engage à maintenir le chantier dans un état de propreté correct pour toute la durée des travaux (en prenant en compte les remarques du CSPS), y compris pour les travaux réalisés par d'éventuellement sous-traitant dont il aura la responsabilité (électricité, peinture).

15.8.2 En fin de chantier

En complément du nettoyage régulier du chantier, le titulaire devra faire réaliser à ses frais, un nettoyage « poussé » de fin de chantier. Seront prévu notamment les prestations suivantes :

- le nettoyage de toutes les menuiseries, y compris vitrages associés ;
- le nettoyage des sanitaires non rénovés, accessoires et miroir ;
- le balayage de tous les sols intérieurs ;
- pour les abords extérieurs : nettoyage des trottoirs, dalles bétons, débroussaillage (jusqu'à 4 m des murs extérieurs.).

16. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP (et du CCTP) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- L'article 4.1 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG/travaux
- L'article 5.3.1 du présent CCP déroge à l'article 9.1 du CCAG/travaux
- L'article 8.1 du présent CCP déroge à l'article 28.1 du CCAG/travaux
- L'article 8.1 du présent CCP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG/travaux
- L'article 8.2 du présent CCP déroge à l'article 18.2.1 du CCAG/travaux
- L'article 8.3.1 du présent CCP déroge aux articles 19.2.3, 19.2.4 et 40 du CCAG/travaux
- L'article 9.1.3 du présent CCP déroge à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG/travaux
- L'article 9.3 du présent CCAP déroge aux articles 36.1 et 36.2 du CCAG/travaux
- L'article 10.1.1 du présent CCP déroge à l'article 44.2 du CCAG/Travaux
- L'article 12.2.1 du présent CCP déroge à l'article 50.4 du CCAG/travaux